



**N° PLACE SC3074**

**Établissement Français du Sang**  
20 avenue du Stade de France  
93218 La Plaine Saint Denis

# **SERVICES D'ASSURANCES**

## **Lot 2 : Actes frauduleux**

### **Appel d'offres ouvert**

Articles L 2124-1 et L.2124-2 du code de la commande publique  
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

## **PRÉAMBULE**

Le présent marché d'assurance est régi tant par le CODE DES ASSURANCES que par le présent CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES qui prévaut sur les CONDITIONS GÉNÉRALES éventuellement jointes, lesquelles viennent en complément ou à défaut du présent CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES en ce qu'elles ont de favorable à l'Etablissement Français du Sang.

Le présent CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES prévaut sur toutes autres dispositions.

L'Assureur déclare avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques.

# **TITRE 1- PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

## **1. PRÉSENTATION GENERALE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

L'Établissement Français du Sang (EFS) est un établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé, créé par l'article 188 de la loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.

Effectivement créé le 1er janvier 2000 par décret du 31 décembre 1999 nommant son Président, l'Établissement Français du Sang s'est, à compter de cette date, substitué, dans l'ensemble de leurs activités, aux établissements de transfusion sanguine agréés en cette qualité sur le fondement des dispositions de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament. En vertu de l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 2000 n° 2000-1353 du 30 décembre 2000, l'Établissement Français du Sang vient également aux droits et obligations des Etablissements de Transfusion Sanguine agréés en cette qualité sur le fondement de la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés. Des conventions conclues avec chaque personne morale concernée fixent les conditions dans lesquelles les droits, obligations, créances et dettes liés aux activités antérieurement exercées sont transférées à l'Établissement Français du Sang ainsi que les conditions dans lesquelles les biens concourant à l'exercice de ces activités sont cédés à l'Établissement Français du Sang ou mis à sa disposition.

Les missions et activités de l'Établissement Français du Sang sont définies aux articles L. 1222-1 et L. 1222-1-1 du Code de la santé publique. En sa qualité d'opérateur unique des activités de transfusion sanguine en France, l'Établissement Français du Sang assure, sur l'ensemble du territoire national, les activités de collecte du sang, de préparation, de qualification des produits sanguins labiles, leur distribution aux établissements de santé ainsi que leur délivrance, ces activités étant habituellement définies comme les activités de monopole de l'Etablissement. Parallèlement, l'Etablissement Français du Sang exerce des activités ne relevant pas de ce monopole. Il s'agit des activités dites « *liées à la transfusion sanguine* » ou « *exercées à titre accessoire* », telles que listées à l'article R.1222-40-14 du Code de la santé publique.

## **2. ORGANISATION ET PERSONNEL DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

Conformément aux dispositions de l'article L. 1222-5 du Code de la santé publique, l'Établissement Français du Sang est administré par un conseil d'administration dont la composition, les règles de fonctionnement et attributions sont précisées aux articles R. 1222-1 à R. 1222-7 du Code de la santé publique. Le Président du conseil d'administration est le Président de l'Etablissement Français du Sang qui, en vertu de l'article R. 1222-8 du Code de la santé publique, assure la direction de l'Etablissement dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration et accomplit tous les actes qui ne sont pas réservés à ce dernier.

L'Établissement Français du Sang comprend par ailleurs, un conseil scientifique, prévu à l'article L. 1222-5 précité, qui donne des avis sur les questions médicales, scientifiques et techniques et dont la composition et les règles de fonctionnement sont définies à l'article R. 1222-10 du Code de la santé publique.

Le respect de la réglementation relative à la qualité et à la sécurité des produits sanguins labiles est garanti par une personne responsable qui a été désignée par le Président de l'Etablissement Français du Sang en vertu de l'article L. 1222-2 du Code de la santé publique. Une personne responsable intérimaire a également été nommée pour le remplacer en cas d'absence conformément à l'article R. 1222-9-3 dudit Code.

De même, pour les tissus, leurs dérivés et les préparations de thérapie cellulaire, ont été désignées par le Président une personne responsable et une personne responsable intérimaire selon les dispositions des articles L. 1243-2-1 et R. 1243-13 du Code de la santé publique.

L'Etablissement Français du Sang est constitué d'un siège et de treize (13) établissements régionaux sans personnalité morale, dénommés « Etablissements de transfusion sanguine » (dix (10) sur le territoire métropolitain et trois (3) dans les départements d'outre-mer).

Des Directrices Générales sont rattachées au Siège de L'Etablissement Français du Sang :

- Une Directrice Générale Chaîne Transfusionnelle, Thérapies et Développement et une Directrice Générale Adjointe ;
- Une Directrice Générale Déléguée ;
- Une Directrice Générale Ressources et Performance et un Directeur Général Adjoint.

En vertu des articles R. 1222-10-1 et D. 1222-10-2 du Code de la santé publique, chaque Établissement de transfusion sanguine, qui est organisé en plusieurs sites d'activités de monopole et hors monopole, a, à sa tête, un Directeur nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang. L'acte de nomination du Directeur précise la nature et l'étendue de la délégation qui lui est consentie par le Président de l'Etablissement Français du Sang pour la gestion de l'Établissement de transfusion sanguine concerné. Outre son directeur, chaque Établissement de transfusion sanguine comprend un Directeur Adjoint, un Directeur médical et un Secrétaire Général nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang après avis du Directeur d'Établissement selon l'organigramme cible mentionné en annexe.

L'organisation budgétaire et comptable de l'Établissement Français du Sang est définie aux articles R. 1222-11 à R. 1222-16 du Code de la santé publique.

L'Établissement est par ailleurs soumis au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables. Le Président de l'Établissement Français du Sang a la qualité d'ordonnateur principal, les Directeurs des Établissements de transfusion sanguine d'ordonnateurs secondaires. L'ordonnateur a la responsabilité de la préparation et de l'exécution du budget. A ce titre, il est chargé de la constatation et de la liquidation des droits et produits dont il prescrit ou autorise le recouvrement ainsi que de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses. L'Agent comptable principal de l'Établissement Français du Sang est nommé par arrêté conjoint du ministère de Finances et du ministère de la Santé et bénéficie du relais au sein de chaque Etablissement de transfusion sanguine d'un Agent comptable secondaire, placé sous son contrôle et nommé par le Président de l'Établissement Français du Sang après avis conforme de l'Agent comptable principal. Comptable public, l'Agent comptable a pour mission de recouvrer les recettes, de payer les dépenses après avoir vérifié leur régularité, de mouvementer les comptes de trésorerie et de tenir la comptabilité générale. Il est soumis à un régime de responsabilité spécifique, personnelle et pécuniaire, dans les conditions définies à l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 1963 no 63-156 du 23 février 1963.

En application de l'article L. 1222-7 du Code de la santé publique, le personnel de l'Établissement Français du Sang comprend des fonctionnaires et agents publics en position de détachement ou mis à disposition, ainsi que, et c'est la grande majorité du personnel de l'établissement, des personnels régis par le code du travail. Une convention collective

spécifique leur est applicable. L'effectif total de l'Etablissement Français du Sang au 31 décembre 2024 était de 9 710 personnes.

### **3. ORGANISATION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

L'organisation budgétaire et comptable de l'Établissement Français du Sang est définie aux articles R. 1222-11 à R. 1222-16 du Code de la santé publique.

L'Établissement est par ailleurs soumis au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables. Le Président de l'Etablissement Français du Sang a la qualité d'ordonnateur principal, les Directeurs des Etablissements de transfusion sanguine d'ordonnateurs secondaires. L'ordonnateur a la responsabilité de la préparation et de l'exécution du budget. A ce titre, il est chargé de la constatation et de la liquidation des droits et produits dont il prescrit ou autorise le recouvrement, ainsi que de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent comptable principal de l'Établissement Français du Sang est nommé par arrêté conjoint du Ministère de Finances et du Ministère de la santé et bénéficie du relais au sein de chaque Etablissement de transfusion sanguine d'un Agent comptable secondaire, placé sous son contrôle et nommé par le Président de l'Établissement Français du Sang après avis conforme de l'Agent comptable principal. Comptable public, l'Agent comptable a pour mission de recouvrer les recettes, de payer les dépenses après avoir vérifié leur régularité, de mouvementer les comptes de trésorerie et de tenir la comptabilité générale. Il est soumis à un régime de responsabilité spécifique, personnelle et pécuniaire, dans les conditions définies à l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 1963 n° 63-156 du 23 février 1963.

### **4. CONTRÔLES D'INSTANCES EXTERNES A L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

Par arrêté du 6 janvier 2000, une mission du Contrôle Général Economique et Financier (CGEFI) qui dépend du ministère de l'Economie et des Finances est attachée auprès de l'Établissement Français du Sang. Cette mission exerce un contrôle ayant pour objet principal d'identifier, en vue de leur prévention, les risques économiques et financiers auxquels l'Etablissement Français du Sang est susceptible d'être confronté. Il en rend compte à son ministère de tutelle et en fait part au Président de l'Établissement Français du Sang auquel il apporte conseil et assistance.

En outre, depuis sa création, l'Établissement Français du Sang a fait l'objet de contrôles plus ponctuels par les Services du Trésor (2004), la Cour des Comptes (exercices 2000 à 2006), l'Administration fiscale (exercices 2007 et 2008) et l'URSSAF (exercices 2008 et 2009, 2015) ainsi qu'une mission de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS)/CGEFI de 2016 qui portait sur le contrôle interne budgétaire et comptable de l'EFS. Enfin, il convient de souligner que l'EFS fait l'objet chaque d'un contrôle réalisé par les commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes de l'établissement.

### **5. AUDIT ET CONTRÔLE INTERNE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

#### **5.1 LA DIRECTION RISQUES, AUDIT, ET QUALITÉ**

La direction risques, audit et qualité a pour objectif d'apporter à la gouvernance de l'EFS les éléments nécessaires à la prise de décision. Elle coordonne l'ensemble des démarches liées au système de management des risques et de la qualité.

Elle assure une fonction de supervision de l'ensemble des activités de l'EFS, et a capacité à alerter le président, les personnes responsables et le Comex.

- Elle supervise, pour le compte du président, l'ensemble des processus de l'EFS.
- Elle fournit à la gouvernance de l'EFS des analyses objectives et indépendantes.
- Elle assure les moyens nécessaires au maintien du système de management des risques et de la qualité dans la certification.
- Elle organise et coordonne les travaux liés à la gestion des risques et à la continuité d'activité.
- Elle contribue à définir le système de gestion de crise.
- Elle définit, déploie et maintient les outils nécessaires au bon fonctionnement des démarches de management des risques et de la qualité.
- Elle est en charge du pilotage stratégique, en lien avec les directions du siège et les ETS.

## **5.2 L'AGENCE COMPTABLE PRINCIPALE**

L'Agence Comptable Principale, garante de la qualité comptable, s'assure de la bonne exécution des flux de traitement des recettes et des dépenses de l'EFS, tant au niveau des services centraux que dans l'ensemble de ses établissements régionaux.

Les missions de l'agence comptable sont les suivantes :

- Contrôler les opérations comptables des services centraux ;
- Animer et superviser les travaux des agences comptables secondaires ;
- Assurer le suivi de l'encaissement des recettes ;
- Réaliser le suivi du paiement des dépenses de fonctionnement, de paie et d'investissement ;
- Participer aux travaux de réalisation des situations comptables intermédiaires ;
- Centraliser les comptes des établissements en vue de la production des comptes annuels de l'EFS ;
- Piloter la consolidation des comptes de l'EFS et de ceux de sa filiale DIAGAST ;

Dans ce cadre, elle met en œuvre des dispositifs de contrôle adaptés aux enjeux et développe un contrôle interne permettant d'améliorer la maîtrise des risques comptables et financiers.

Elle définit les schémas organisationnels en matière comptable et financière et veille à leur mise en œuvre dans l'ensemble des établissements.

## **5.3 LA DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

La direction des affaires financières est en charge du pilotage économique et financier de l'établissement.

- Elle contribue à la définition des orientations stratégiques de l'EFS à travers la démarche prévisionnelle (plans pluriannuels d'investissements, plans pluriannuels de financements et budgets), la réalisation d'études économiques et d'analyses financières.
- Elle assure la mesure et l'analyse de la performance économique.
- Elle contribue à la sécurisation et à l'optimisation des processus financiers.
- Elle assure le conseil, l'expertise et les recommandations pour les thématiques économiques financières auprès de la présidence, des directions générales, des directions et des établissements régionaux.
- Elle est garante de l'information de gestion et de l'information financière.

## 6. LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

La direction des Systèmes d'Information est en charge de la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information. Au service des fonctions métiers et supports, des activités des établissements de transfusion sanguine, elle assure la gestion de l'ensemble du système d'information de l'Etablissement. Elle assure le maintien en condition opérationnelle et pilote le développement du système d'information dans l'ensemble de ses composantes fonctionnelles (médico-technique, fonctions support, informatique décisionnelle, outils collaboratifs, échanges avec les partenaires externes) et techniques (exploitation, infrastructures informatiques, bureautiques et télécoms, ingénierie logicielle, sécurité du système d'information).

- Elle assure l'unification et le développement de son système d'information métier.
- Elle met en place l'organisation nationale de la direction des systèmes d'information.
- Elle mutualise les infrastructures, les logiciels et les moyens à des fins d'efficience.
- Elle assure la maîtrise économique des évolutions du système d'information et plus globalement du coût de possession informatique.
- Elle garantit de façon optimale la sécurité du système d'information.

## 7. FILIALE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

L'Établissement Français du Sang détient une seule filiale, DIAGAST, société par actions simplifiées au capital de 3.880.000 € dont le siège social est situé à Loos. Le chiffre d'affaires de l'Etablissement, pour l'ensemble de ses activités de monopole et de ses activités autres que transfusionnelles telles qu'elles sont ci-avant définies, s'est élevé à 883 543 € au 31 décembre 2023.

DIAGAST a été créée en 1988 pour développer et commercialiser des systèmes complets (équipements et réactifs) d'analyse de groupage sanguin. DIAGAST est détenu à 100% par l'Etablissement Français du Sang depuis la création de l'Etablissement en 2000.

DIAGAST agit de manière indépendante de l'Établissement Français du Sang et détient sa propre organisation dédiée.

DIAGAST dispose d'une filiale créée en 2004 que la société détient à 100%, DIAGAST IBERICA, qui commercialise ses produits. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 131 398 € en 2020. DIAGAST a également ouvert, en 2009, un bureau de représentation en Inde pour assurer le développement de ses produits sur le sous-continent. Ce bureau est un établissement de droit français qui remplit des obligations indiennes mais dont les dirigeants sont les dirigeants français de DIAGAST. Les salaires indiens sont quant à eux soumis au droit indien.

L'Établissement Français du Sang ne détient pas de participations dans d'autres entités.

## **TITRE 2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES**

### **8. IDENTIFICATION DU CONTRAT**

#### **8.1. SOUSCRIPTEUR**

##### **ÉTABLISSEMENT DU SANG (EFS)**

Agissant tant pour son propre compte que pour le compte de qui il appartiendra.  
Représenté par son Président en exercice.

Adresse : 20, Avenue du Stade de France- 93218 LA PLAINE ST DENIS CEDEX

#### **8.2. ASSUREUR**

**Mentionné à l'acte d'Engagement**

#### **8.3. GESTIONNAIRE**

**Mentionné à l'acte d'Engagement**

#### **8.4. ACTIVITÉS DU SOUSCRIPTEUR**

Toutes les activités de L'Etablissement Français du Sang incluant celles « liées à la transfusion sanguine » ou « exercées à titre accessoire ».

#### **8.5. DATE D'EFFET DU CONTRAT**

1<sup>er</sup> avril 2026 ou à la date de notification du marché public si elle est postérieure à celle-ci.

#### **8.6. ÉCHÉANCE**

1<sup>er</sup> avril 2027 ou à la date n+1 de notification du marché public.

#### **8.7. DURÉE DU CONTRAT**

**4 ans** avec possibilité pour les deux parties de résiliation annuelle sous préavis de quatre mois avant l'échéance.

### **9. CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT**

#### **9.1. OBJET DU CONTRAT**

Le présent contrat a pour objet l'indemnisation des Pertes subies par les Assurés du fait d'actes frauduleux commis par des Préposés et/ou des Tiers isolément ou en réunion.

##### **9.1.1. GARANTIE FRAUDE**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de toute Fraude découverte pendant la période de garantie ou la période de découverte subséquente.

##### **9.1.2. GARANTIE DESTRUCTION DE VALEURS**



L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de toute destruction commise pendant la période de garantie et découverte pendant cette période ou pendant la période de découverte subséquente.

### **9.1.3 ABUS DE CONFIANCE**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant d'un abus de confiance. Celui-ci se définit par le fait pour une personne de détourner, au préjudice des Assurés, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont été remis ou qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé.

### **9.1.4 L'ESCROQUERIE**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant d'une escroquerie. Celle-ci est définie par le fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'un Tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge (exemple : fraude par communication, fraude téléphonique, fraude par des messages vocaux ou des SMS).

### **9.1.5 LE FAUX ET L'USAGE DE FAUX**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de faux et d'usage de faux ; c'est-à-dire toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques, ainsi que l'usage qui en est fait.

Cette garantie s'applique notamment en cas de Pertes causées par des documents frauduleux (ex : factures falsifiées, faux bons de commande, comptabilisation d'une fausse facture et ajout de cette facture en comptabilité, contrefaçon ou falsification de chèque).

### **9.1.6 LA CONTREFAÇON OU FALSIFICATION DE CHEQUE**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de contrefaçon ou de falsification de chèque :

- De contrefaire ou de falsifier un chèque,
- De faire ou de tenter de faire usage, en connaissance de cause, d'un chèque contrefait ou falsifié,
- D'accepter, en connaissance de cause, de recevoir un chèque contrefait ou falsifié.

### **9.1.7 GARANTIE FRAIS**

L'Assureur garantit aux Assurés le remboursement des Frais encourus par ces derniers pendant la période de garantie ou la période de découverte subséquente à la suite de toute Perte garantie ou découvert pendant la période de garantie ou la période de découverte subséquente.

### **9.1.8 GARANTIE DETOURNEMENT DE FONDS ET DE VALEUR**

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de tout vol ou détournement commis par un Préposé ou un Tiers (ex : détournement de paiements, fausses factures, vol de liquidités).

### 9.1.9 GARANTIE FRAUDE AUX MOYENS DE PAIEMENT

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant de fraudes liées aux cartes bancaires, virements électroniques et chèques utilisés par l'établissement.

### 9.1.10 GARANTIE FRAUDE AUX FAUX ORDRES DE VIREMENT

L'Assureur garantit aux Assurés l'indemnisation des Pertes résultant des escroqueries impliquant une usurpation d'identité d'un dirigeant ou d'un Tiers pour obtenir des virements frauduleux. Cette couverture comprend l'utilisation non autorisée des informations personnelles ou professionnels des Assurés pour obtenir des avantages financiers ou des services.

## 9.2. CONNAISSANCE DU RISQUE

Aucun sinistre n'a été déclaré dans le cadre du précédent contrat garantissant le Souscripteur contre les actes frauduleux en vigueur depuis le 1er avril 2018.

L'Assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques sur la base des informations fournies par le Souscripteur.

## 10. MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Montant global de garantie : **3.500.000 € par sinistre**

Dont :

A) Fraude :

1- Pertes subies par tout Assuré :

2- Pertes subies par tout Client :

3.500.000 € par sinistre

3.500.000 € par sinistre

B) Frais :

**Frais suite à toute Perte : 10% de la garantie principale avec un maximum de 350.000 € par sinistre,**

C) Franchises, quel que soit le lieu d'implantation de l'Assuré :

**200.000 €.**

## 11. PRIME

La prime annuelle est forfaitaire. Elle est mentionnée dans l'acte d'engagement.

Les conditions dans lesquelles la prime est susceptible de varier y sont également mentionnées, s'il y a lieu.

## **TITRE 3 - CONVENTIONS SPÉCIALES**

### **12. DÉFINITIONS CONTRACTUELLES**

Pour l'exécution du contrat, les termes suivants ont un sens précis. Ils prennent, dans le corps du contrat, une majuscule.

On entend par :

#### **12.1. ASSURÉS**

- L'Établissement Français du Sang, établissement public de l'État placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé, représenté par son Président en exercice ;
- Sa filiale DIAGAST, société par actions simplifiées, et sa filiale située en Espagne, DIAGAST IBERICA ;
- Tout comité d'entreprise du Souscripteur ou de sa (ses) Filiale(s) exclusivement dédié aux Préposés du Souscripteur ou de sa (ses) Filiale(s),  
Et
- Exclusivement dans le cadre de la garantie 9.1.1 du Titre 2, tout Client en cas de Fraude par Préposé commise par tout Préposé de l'Assuré, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, hors la complicité de tout préposé dudit Client.

#### **12.2. ANNEE D'ASSURANCE**

La période comprise entre :

- La date d'effet du présent contrat mentionnée au 8.5 du Titre 2 et la première date de renouvellement au 8.6 du même Titre 2,

Ou,

- Deux dates anniversaires de renouvellement consécutives, sous réserve de la résiliation anticipée du présent contrat.

#### **12.3. BIENS ASSURÉS**

A) Toutes Valeurs dont l'Assuré est propriétaire et détenues dans une chambre-forte ou un coffre-fort ;  
Et

B) Exclusivement dans le cadre de la clause de garantie 9.1.1 du Titre 2, tous biens mobiliers corporels, autres que les Valeurs, dont l'Assuré est propriétaire ou qu'il utilise pour les besoins de ses activités dans le cadre d'un contrat de crédit-bail.

#### **12.4. CLIENT**

Toute personne physique ou morale à laquelle tout Assuré fournit des biens ou des services en vertu d'un contrat ou d'un quasi-contrat conclu entre cette personne et l'Assuré.

#### **12.5. DIRIGEANT**

Toute personne physique, salariée ou non, régulièrement investie au regard de la loi et/ou des statuts des fonctions de direction, de représentation, de contrôle et de surveillance, et notamment (liste énumérative mais non limitative) :

Pour le Souscripteur :

- Le Président de l'Etablissement Français du Sang ;
- Les membres du Conseil d'administration de l'Etablissement Français du Sang (art. L.1222-5 du Code de la santé publique) ;
- Les Directeurs des Etablissements de transfusion sanguine ;
- Les Directeurs Généraux,
- Les Directeurs Généraux délégués, et leurs adjoints ;
- La personne responsable titulaire et la personne responsable intérimaire pour les produits sanguins labiles désignées au sein de l'Etablissement Français du Sang, en vertu des articles L. 1222-2 et R. 1222-9-3 du Code de la santé publique ;
- La personne responsable titulaire et la personne responsable intérimaire pour les tissus, leurs dérivés et les préparations de thérapie cellulaire désignées au sein de l'Etablissement Français du Sang, en vertu des articles L. 1243-2-1 et R. 1243-13 du Code de la santé publique ;

Pour la Filiale :

- Les Présidents de Conseil d'Administration ;
- Les Directeurs Généraux ;
- Les Directeurs Généraux Adjoints,
- Les Directeurs Généraux Délégués ;
- Les Administrateurs ;
- Les Membres du Directoire et leur Président ;
- Les Membres du Conseil de Surveillance et leur Président ;
- Les Gérants ;
- Tout liquidateur amiable ou judiciaire et tout administrateur provisoire de toute Filiale.

Toute personne physique qui serait investie au regard d'une législation étrangère de fonctions similaires à celles visées ci-dessus.

## **12.6. TIERS**

Toute personne autre que les Assurés et leurs Préposés.

## **12.7. DESTRUCTION**

Toute destruction, dégradation, disparition ou détérioration de toute valeur survenue à l'occasion de la commission d'une infraction au sens de droit pénal français ou de tout droit pénal étranger applicable.

## **12.8 DESTRUCTION MULTIPLE**

Une série de destructions commise par une ou plusieurs personnes complices.

## **12.9 DONNÉE**

Toute représentation d'information de toute nature, quel que soit le support.

## **12.10. ESCROQUERIE À LA CARTE BANCAIRE**

Toute escroquerie, au sens de l'article 313-1 du Code Pénal, commise par l'usage frauduleux de toute carte de crédit ou de paiement délivrée à tout Assuré ou aux Préposés de tout Assuré à la demande de ce-dernier.

## **12.11. FILIALE**

Toute entité française ou étrangère :

A) qui est une société, un groupement d'intérêt économique, un groupement européen d'intérêt économique, un groupement d'intérêt public ou leur équivalent dans toute juridiction et que le Souscripteur, à compter de la date d'effet spécifiée au 8.5 du Titre 2, ou postérieurement, contrôle directement ou indirectement par :

- La détention de plus de 50 % des droits de vote ;
- Le droit statutaire de désigner ou de révoquer la majorité des membres des organes de surveillance et de direction ou ;
- Le contrôle exclusif de la majorité des droits de vote conformément à une convention écrite régulièrement conclue avec les autres associés ou membres ;

Ou

B) qui est listée par avenant.

## 12.12 FRAIS

A) Toutes dépenses engagées par tout Assuré avec l'accord écrit préalable de l'Assureur afin :

- D'établir l'existence et le montant de toute Perte garantie ;
- De reproduire ou reconstruire toute Donnée à l'identique ;
- De lui permettre de poursuivre ou de reprendre son activité dans des conditions aussi proches que possible de celles qui existaient immédiatement avant la Fraude ;
- De réparer ou remplacer tout coffre-fort ou chambre forte,
- De poursuivre le ou les responsables de toute Perte garantie, d'engager des frais d'expertise, dès lors que l'Assuré obtient, au terme d'une décision de justice non susceptible de recours, la condamnation du ou des responsables au paiement de dommages et intérêts d'un montant supérieur au montant des dépenses engagées pour ce faire.

B) Toute pénalité contractuelle, de retard ou autre, due à tout Client par tout Assuré et dont le montant est forfaitairement évalué à l'avance.

C) Les intérêts débiteurs ou créditeurs sur la monnaie scripturale, les billets des banques, les pièces de monnaie et les devises objets d'une Fraude, pour la période comprise entre le jour de la connaissance de la Fraude et le jour de sa découverte, calculés au taux de base de la Banque Centrale Européenne au jour de la découverte de ladite Fraude.

## 12.13 FRAUDE PAR PRÉPOSÉ

Tout acte frauduleux portant directement sur tout Bien Assuré commis par tout Préposé de tout Assuré en qualité d'auteur ou de complice et :

A) Relevant des infractions du Code pénal ou du Code monétaire et financier suivantes :

- Faux (Art. 441-1 à 441-9 du Code pénal),
- Escroquerie (Art. 313-1 à 313-2 du Code pénal),
- Abus de confiance (Art. 314-1 à 314-4 du Code pénal),
- Chèque contrefait ou falsifié (Art. L. 163-3 du Code monétaire et financier),

Ou

B) Relevant de toute infraction équivalente sanctionnée par la législation pénale étrangère applicable dès lors que tous les éléments constitutifs de l'une des

infractions listées ci-dessus sont repris, tenant compte des spécificités de chaque pays, par l'infraction étrangère concernée.

#### **12.14 FRAUDE DE TIERS**

Tout acte frauduleux portant directement sur tout Bien Assuré commis par tout Tiers en l'absence de toute complicité d'un Préposé de tout Assuré et

- Constituant :
  - Un faux (Art. 441-1 du Code pénal) portant sur tout instrument de paiement,
  - Un chèque, remis ou prétendument émis par la société souscriptrice, contrefait ou falsifié (Art. L. 163-3 du Code monétaire ou financier),
  - Un Transfert Frauduleux,
  - Une Escroquerie à la carte bancaire ou,
  - L'infraction de fausse monnaie (Art. 442-1 du Code Pénal) ou,
- Relevant de toute infraction équivalente sanctionnée par la législation pénale étrangère applicable dès lors que tous les éléments constitutifs de l'une des infractions listées ci-dessus sont repris, tenant compte des spécificités de chaque pays, par l'infraction étrangère concernée.

#### **12.15 FRAUDE MULTIPLE**

Une série de Fraudes commise par une ou plusieurs personnes complices.

#### **12.16 INSTRUMENT DE PAIEMENT**

Tout chèque, effet de commerce, mandat de paiement, ordre de virement promesse de paiement ou reconnaissance de dette et autre instrument de paiement émis par ou pour le compte de, ou tiré sur, tout Assuré.

#### **12.17 LOCAUX**

Les bâtiments en dur élevés sur le sol ou sous le sol offrant une protection contre les intempéries et utilisés par tout Assuré dans le cadre de ses activités professionnelles.

#### **12.18 PERIODE DE GARANTIE**

La période comprise entre :

- La date d'effet du présent contrat,  
Et
- Les dates successives de renouvellement jusqu'à la date de résiliation ou de fin du présent contrat.

#### **12.18 PERTE**

Toute perte pécuniaire quantifiable portant directement sur tout Bien Assuré.

#### **12.19 PRÉPOSÉ(S)**

- Toute personne physique ayant un lien de subordination avec un Assuré, agissant sous sa direction, ses ordres et sa surveillance, et
- Tout Dirigeant.

## **12.20 PROFIT ILLICITE**

Toute dette effacée illégalement, toute somme d'argent perçue ou acquise indûment.

**LES SALAIRES, PRIMES, HONORAIRES, COMMISSIONS OU TOUTE AUTRE FORME D'EMOLUMENT NE SONT PAS CONSIDERES COMME UN PROFIT ILLICITE.**

## **12.21 SYSTÈME INFORMATIQUE**

Tout ordinateur ainsi que tous les périphériques d'entrée, de sortie, de traitement, de stockage, de gestion hors ligne de bibliothèques et les équipements de communication connectés à un ordinateur et contrôlés par l'intermédiaire d'un système d'exploitation ou d'un logiciel d'application.

## **12.22 TRANSFERT FRAUDULEUX**

Toute Escroquerie au sens de l'article 313-1 du Code pénal :

- A) Exclusivement réalisée au moyen de l'utilisation de tout Système Informatique, ou
- B) Visant à obtenir, sans que l'Assuré concerné en ait connaissance, le transfert de Valeurs appartenant à tout Assuré et détenues pour le compte de ce-dernier par tout établissement de crédit.

## **12.23 VALEURS**

Les billets de banque, pièces de monnaie, devises, pièces et lingots en métaux précieux, la monnaie scripturale, les chèques, les effets de commerce, les mandats de paiement et ordres de virement, de certificats de dépôt, billets de trésorerie, bons de caisse, bons du trésor et autres titres de créances négociables, les actions et obligations et d'une façon générale tous moyens de paiement et toutes valeurs mobilières.

## **12.24 VALEURS NON RECONSTITUABLES**

Toutes valeurs autres que les billets de banque, les pièces de monnaie, les devises et la monnaie scripturale qui ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une opposition ou reconstitution telles les pièces et lingots de métaux précieux ou les valeurs mobilières dématérialisées.

## **12.25 VALEURS RECONSTITUABLES**

Toutes valeurs autres que les billets de banque, les pièces de monnaie, les devises et la monnaie scripturale qui sont susceptibles de faire l'objet d'une opposition ou reconstitution telles les chèques, les effets de commerce ou les valeurs mobilières au porteur non dématérialisées.

# **13. FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE**

## **13.1. MONTANTS DE GARANTIE**

**13.1.1.** Le montant de garantie stipulé à l'article 10 des Conditions Particulières est accordé par sinistre et représente l'engagement global de l'Assureur, par sinistre garanti, toutes clauses de garantie confondues.

Les sous-limites de garantie stipulées aux § A), B), et C) 1 de l'article 10 des Conditions Particulières représentent l'engagement maximum de l'Assureur par sinistre garanti pour chacune des clauses de garantie. Ces sous-limites font partie intégrante du montant de garantie stipulé au montant global de l'article 10 des Conditions Particulières.

La sous-limite spécifique stipulée au § C) 2 de l'article 10 des Conditions Particulières représente l'engagement maximum de l'Assureur, par Année d'Assurance, pour l'ensemble des « Frais » garantis au titre de la clause de garantie 10.1.3 b) des Conditions Particulières et fait partie intégrante du montant global maximum de garantie accordée par sinistre et stipulé au montant global de l'article 10 des Conditions Particulières.

**13.1.2.** Si, pour un même sinistre, plusieurs sous-limites spécifiques stipulées aux § A), B), et C) 1 de l'article 10 des Conditions Particulières sont susceptibles de s'appliquer, le montant total réglé par l'Assureur au titre dudit sinistre ne peut excéder le montant cumulé de chacune des sous-limites spécifiques applicables dans la limite du montant maximum global disponible stipulé à l'article 10 des Conditions Particulières.

**13.1.3.** Le montant de garantie et les sous-limites de garanties, se réduisent et s'épuisent par : le paiement par l'Assureur des sinistres garantis selon l'ordre chronologique de l'exigibilité de leur paiement, sans reconstitution de garantie. Les sommes recouvrées après règlement des Sinistres garantis par l'Assureur, par le biais de recours subrogatoire, ou par l'Assuré ne reconstituent en aucun cas le montant de garantie ou les sous-limites de garantie.

**13.1.4.** Toutes Pertes et tous Frais subis ou encourus par un ou plusieurs Assurés résultant de toute Fraude ou Fraude Multiple, de toute Destruction ou Destruction Multiple constituent un seul et même Sinistre.

## **13.2. FRANCHISES**

**13.2.1.** Les franchises stipulées aux Conditions Particulières ou par avenant sont des franchises absolues. En conséquence, l'indemnité d'assurance n'est due, dans la limite du montant de garantie disponible, que pour la partie du sinistre garanti excédant le montant de la franchise applicable.

**13.2.2.** Si pour un même sinistre plusieurs franchises sont susceptibles de s'appliquer, seule la franchise la plus élevée s'applique à l'intégralité de ce sinistre.

## **13.3 IMPUTABILITÉ DES SINISTRES À UNE ANNÉE D'ASSURANCE**

**13.3.1.** Tout Sinistre garanti au titre de la clause 10 A) du Titre 2 « Fraude » est imputable :

- À l'Année d'Assurance au cours de laquelle la Fraude est découverte ou,
- En cas de Fraude Multiple à l'Année d'Assurance au cours de laquelle l'une des Fraudes constituant cette Fraude Multiple est découverte pour la première fois.

**13.3.2.** Tout Sinistre garanti au titre de la clause de garantie 10 B) du Titre 2 « Destruction de Valeurs » est imputable :

- À l'Année d'Assurance au cours de laquelle la Destruction est découverte, ou
- En cas de Destruction Multiple à l'Année d'Assurance au cours de laquelle l'une des Destructions constituant cette Destruction Multiple est découverte pour la première fois.

**13.3.3.** Tout Sinistre garanti au titre de la clause de garantie 10 C) du Titre 2 « Frais » est imputable :

- À l'Année d'Assurance au cours de laquelle la Fraude, la Destruction est découverte ou,



- En cas de Frais garantis résultant d'une Fraude Multiple, ou d'une Destruction Multiple, à l'Année d'Assurance au cours de laquelle l'une des Fraudes, des Destructions est découvert pour la première fois.

### **13.4. DÉCOUVERTE**

La découverte de :

- tout Acte de Fraude ou Destruction,
- de l'une des Fraudes constituant une Fraude Multiple,
- de l'une des Destructions constituant une Destruction Multiple ou,

Est réalisée par la prise de connaissance par tout Assuré, ses Dirigeants ou tout membre de son personnel d'encadrement (à l'exclusion de tout Préposé auteur ou complice de l'infraction) de tout fait permettant de penser que selon toute probabilité cet Assuré a été victime d'une Destruction ou d'une Fraude.

### **13.5. DATE DE COMMISSION DE L'INFRACTION**

En cas de doute sur la date de commission d'une Fraude ou d'une Destruction, la date retenue sera celle de la survenance du premier élément constitutif de l'acte délictueux.

### **13.6. CONDITIONS ET MODALITÉS D'APPLICATION DE LA GARANTIE « DESTRUCTION DE VALEURS » (article 10.1.2 du Titre 2)**

Si les Valeurs sont situées l'extérieur des Locaux de l'Assuré, elles sont sous la garde :

- De tout Préposé de tout Assuré ou,
- De toute autre personne physique ou morale bénéficiant d'une assurance à cet effet et dûment autorisée pour ce faire par l'Assuré.

### **13.7. CONDITIONS ET MODALITÉS D'APPLICATION DE LA GARANTIE « IWS »**

La garantie accordée par la clause de garantie 10.1 b aux frais de reproduction ou de reconstitution de données est subordonnée, pour les données enregistrées sur tout support optique ou magnétique, ou sur tout mémoire flash, quel que soit le mode de connexion, au respect par l'assuré concerne de l'une des conditions suivantes :

- Existence d'un dossier d'analyse ;
- Existence d'un cahier des charges ou ;
- Existence d'une ou de plusieurs sauvegardes à l'extérieur des Locaux de l'Assuré abritant le ou les Sites Informatiques.

### **13.8. PÉRIODE DE DÉCOUVERTE SUBSÉQUENTE**

**13.8.1.** En cas :

A) De résiliation du présent contrat ;

B) De fin du présent contrat ou ;

- Une période de découverte subséquence est accordée aux Assurés, à compter de la date de résiliation ou de fin du présent contrat pour toute Perte ou tous Frais résultant de toute Fraude, de toute Destruction :
- Commis soit avant la date de résiliation du présent contrat, soit avant sa date de fin, Et,
- Découverts dans un délai maximum de 24 mois après cette date.

Tout sinistre découvert pendant la période de découverte subséquence est imputable à l'Année d'Assurance précédent immédiatement cette période de découverte subséquence.

**13.8.2.** Par dérogation à l'article 13.8.1 ci-dessus, aucune période de découverte subséquente n'est accordée :

- A) En cas de résiliation du contrat par l'Assureur pour non-paiement de la prime ou ;
- B) Lorsque le contrat expiré ou résilié est remplacé par un contrat couvrant tout ou partie des mêmes risques.

## **14. INDEMNISATION**

### **14.1.OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE**

**14.1.1.** Le Souscripteur s'engage à déclarer, par écrit, à l'Assureur, tout Sinistre susceptible d'être garanti le plus rapidement possible et au plus tard :

- Cinq jours ouvrés après la découverte de toute Destruction ;
- Trente jours ouvrés après la découverte de toute Fraude ou de tout Acte de Destruction.

**14.1.2.** L'Assuré victime d'une Fraude ou d'une Destruction s'engage à déposer plainte le plus rapidement possible après la découverte de l'acte frauduleux et s'interdit de retirer sa plainte sans l'accord exprès de l'Assureur.

L'Assureur accepte d'avance le report du délai lorsque les autorités de police compétentes auront demandé à l'Assuré de retarder son dépôt de plainte.

Dans le cas où l'Assuré n'aurait pas la possibilité légale de porter plainte, l'Assureur n'opposera pas le non dépôt de plainte à la délivrance de sa garantie.

L'Assuré s'engage à transmettre une copie de la plainte à l'Assureur et à le tenir informé du déroulement de la procédure qui en découle.

L'Assuré s'engage à prendre toutes mesures pour faire cesser la ou les infractions constatées et en limiter les effets.

**14.1.3.** Le Souscripteur est tenu de fournir à l'Assureur un rapport détaillant les circonstances et la preuve des Pertes subies.

Ce délai est de trois mois au moins et peut être prorogé par l'Assureur.

Le Souscripteur apporte la preuve que les conditions de la garantie sont remplies et, en particulier, de démontrer le mécanisme des actes frauduleux et le lien de causalité entre ces actes et les Pertes dont l'indemnisation est demandée.

### **14.2. MODALITÉS D'EVALUATION DES PERTES**

**14.2.1.** Le montant des Pertes est évalué :

- A) Pour les espèces monnayées, les billets de banque, les devises et la monnaie scripturale à leur valeur nominale ;
- B) Pour les Valeurs Non Reconstituables, au cours réel de marché à la clôture du dernier jour ouvrable précédant le jour de la découverte de la fraude ou de la Destruction ;

- C) Pour les Valeurs Reconstituables, à la somme la plus faible entre :
- Le cours réel de marché à la clôture du dernier jour ouvrable précédant le jour de la découverte de la Fraude ou de la Destruction,
- Et
- Le montant justifié des frais d'opposition ou de reconstitution,
- D) Pour les autres Biens Assurés, à la somme la plus faible entre :
- Le prix d'achat,
  - La valeur de remise en état et,
  - La valeur de remplacement à neuf.

**14.2.2.** Par dérogation aux dispositions de l'article 14.2.1 c) ci-dessus, si entre la date à laquelle les Valeurs Reconstituables viennent à échéance et la date de reconstitution, le tiré ou les avalistes deviennent insolvables ou si, avant opposition effectuée sans délais, elles ont été réglées de bonne foi, le montant des pertes est évalué à leur valeur nominale.

### **14.3. EXPERTISE AMIABLE**

**14.3.1.** Si le montant des Pertes subies par l'Assuré n'est pas déterminé d'un commun accord entre les parties, une expertise amiable peut être mise en place sous réserve de l'accord exprès des parties.

La commission d'expertise amiable est composée de deux experts l'un nommé par l'Assuré et l'autre par l'Assureur. Chacune des parties doit informer l'autre du nom de l'expert choisi par lettre simple.

En cas de non désignation d'expert par l'une ou l'autre des parties, l'autre partie peut, 15 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet :

- Obtenir sur requête, auprès du Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel le sinistre s'est produit ou, lorsque le sinistre s'est produit à l'étranger,

Du Tribunal de Grande Instance compétent, la désignation d'office de l'expert de la partie défaillante,

Ou,

- D'obtenir la nomination d'un expert judiciaire.

**14.3.2.** La commission d'expertise doit rendre son rapport final dans les trois mois à compter de sa constitution ou de sa nomination sauf prorogation accordée par les parties.

Si les experts de la commission d'expertise ne parviennent pas à un accord, ils s'adjoignent un tiers expert. Si les experts ne parviennent pas à un accord sur la désignation du tiers expert, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel le sinistre s'est produit ou, lorsque le sinistre s'est produit à l'étranger, du Tribunal de Grande Instance compétent, sur simple requête de la partie la plus diligente.

Les experts ainsi désignés opèrent en commun à la majorité des voix et doivent rendre leur rapport dans les trois mois à compter de la désignation du tiers expert.

**14.3.3.** Chacune des parties prend à sa charge les frais et honoraires de son expert et les frais engagés pour sa nomination ainsi que, le cas échéant, la moitié des frais et honoraires du tiers expert et des frais engagés pour sa nomination.

**14.3.4.** L'Assuré s'engage à fournir à la commission d'expertise tous les éléments en sa possession et notamment les éléments comptables.

#### **14.4. RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ**

Le règlement de tout sinistre garanti est effectué par l'Assureur dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de l'accord des parties sur le montant de l'indemnité due ou, en cas de décision de justice exécutoire ou de sentence arbitrale revêtue de l'exequatur, à compter de la date à laquelle l'Assureur est en possession du compte définitif.

#### **14.5. TAUX DE CHANGE**

Toute somme due est payable dans la devise stipulée à l'article 10 « Montant global » du Titre 2. Pour tout montant libellé dans une autre devise, le taux de change applicable est celui publié par la Banque Centrale Européenne le dernier jour ouvrable précédant le jour de la découverte de la Fraude ou de la Destruction.

### **15. EXCLUSIONS**

#### **15.1. SONT EXCLUES DE TOUTES LES CLAUSES DE GARANTIES :**

##### **15.1.1. LES PERTES RESULTANT DE TOUTE FRAUDE COMMISE PAR TOUT PRÉPOSÉ DE TOUT ASSURÉ CONTROLANT OU AYANT CONTRÔLE 5% OU PLUS DU CAPITAL DE CET ASSURÉ.**

Cette exclusion ne s'applique pas à la portion du montant de la Perte en excédent de la valeur de ladite part de capital où la Perte a été découverte.

##### **15.1.2. LES PERTES RESULTANT DE TOUTE FRAUDE DONT UN ASSURÉ A BÉNÉFICIÉ ;**

##### **15.1.3. LES PERTES RESULTANT DE TOUTE FRAUDE COMMISE, EN QUALITÉ D'AUTEUR OU DE COMPLICE, PAR TOUT PRÉPOSÉ DE TOUT ASSURÉ POSTÉRIEUREMENT AU JOUR OU L'ASSURÉ A PRIS CONNAISSANCE :**

- DE TOUT CRIME OU DÉLIT COMMIS PAR CE PRÉPOSÉ, EN QUALITÉ D'AUTEUR OU DE COMPLICE, AVANT QUE CELUI-CI AIT ÉTÉ ENGAGÉ AU SERVICE DE L'ASSURÉ CONCERNÉ ET RELEVANT DE TOUTE INFRACTION LISTÉE AUX POINTS A) & B) DE LA DÉFINITION DU TERME « FRAUDE PAR PRÉPOSÉ » ;

##### **15.1.4. LES PERTES RESULTANT DE TOUTE FRAUDE COMMISE DANS LE CADRE DE TOUTE OPÉRATION SPÉCULATIVE OU DE TOUTE TRANSACTION EFFECTUÉE SUR TOUT MARCHÉ ET PORTANT SUR TOUT TITRE, MATIÈRE PREMIÈRE, FUTURE, OPTION OU DEVISE ;**

Lorsque la Fraude a été commise, en qualité d'auteur ou de complice, par un Préposé de l'Assuré qui a ainsi bénéficié d'un profit illicite cette exclusion ne s'applique pas au montant dudit profit illicite.

##### **15.1.5. LES CONSÉQUENCES DE TOUTE FRAUDE, DE TOUTE DESTRUCTION COMMIS À LA FAVEUR DES ÉVÉNEMENTS SUIVANTS :**

- FAIT DE GUERRE CIVILE OU ÉTRANGÈRE,
- ACTE DE TERRORISME
- ÉMEUTE OU MOUVEMENT POPULAIRE,

- CATASTROPHE NUCLÉAIRE,
- EMBARGO, CONFISCATION, MISE SOUS SÉQUESTRE, FAIT DU PRINCE, CAPTURE OU DESTRUCTION PAR ORDRE DE TOUT GOUVERNEMENT OU AUTORITÉ PUBLIQUE.

## **15.2. SONT EXCLUES DE LA CLAUSE DE GARANTIE « FRAIS » :**

**15.2.1. LES FRAIS DE REPRODUCTION OU DE RECONSTITUTION DE DONNÉES ISSUES DE COPIES ILLÉGALES DE PROGRAMMES UTILISÉS EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE PAR L'ASSURÉ ;**

**15.2.2. LES FRAIS DESTINÉS À RENDRE LES DONNÉES UTILISABLES PAR TOUT MATÉRIEL DE TRAITEMENT DE REMPLACEMENT ;**

**15.2.3 LES FRAIS DE CONCEPTION, DE MISE À JOUR OU D'AMÉLIORATION DE TOUT LOGICIEL OU PROGRAMME INFORMATIQUE ;**

**15.2.4 LES FRAIS ENCOURUS SUITE A TOUTE ALTÉRATION DE DONNÉES DUE À L'INFLUENCE DE TOUT CHAMP MAGNÉTIQUE.**

## **16. ABROGATION DE LA RÉGLE PROPORTIONNELLE**

L'Assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle des capitaux conformément à l'article L. 121-5 du Code des assurances.

## **17. SUBROGATION**

L'Assureur est expressément subrogé, du seul fait du règlement des sinistres garantis et à concurrence des sommes versées, dans les droits et actions des Assurés envers toute personne.

L'Assureur est déchargé de ses obligations envers les Assurés lorsque la subrogation ne peut plus, par leur fait, s'opérer en sa faveur et conserve une action en restitution à leur encontre.

## **18. AUTRES ASSURANCES**

En cas d'existence d'une ou d'autres polices d'assurance garantissant tout ou partie des risques assurés par le présent contrat, les garanties de ce dernier n'interviendront qu'en complément, après épuisement ou à défaut des garanties de cette ou ces autres polices.

## **TITRE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRAT**

### **19. DÉCLARATION RELATIVE AU RISQUE ASSURÉ**

Le Souscripteur déclare à l'Assureur en cours de contrat toutes circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les informations fournies à l'Assureur lors de la souscription du contrat ou de son renouvellement.

Les déclarations relatives aux circonstances nouvelles sont effectuées par la Direction Juridique et de la Conformité du Souscripteur.

### **20. SERVICE ASSOCIÉS AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE**

Le Gestionnaire fournit au Souscripteur les prestations suivantes nécessaires à la gestion du contrat d'assurance pendant sa durée de validité, ces prestations étant complétées en tant que de besoin par les conditions de mise en œuvre mentionnées dans le mémoire de gestion joint à l'acte d'engagement :

- **La mise à disposition d'une personne dédiée à la gestion du contrat et des Sinistres ;**

Le Souscripteur est informé, sans délai, de tout changement de son correspondant.

- **L'assistance à la prise d'effet du contrat ;**
- **L'assistance pendant la durée du contrat** comprenant en tant que de besoin :
  - La délivrance d'attestations d'assurance sur simple demande du Souscripteur ;
  - L'assistance du Gestionnaire pour l'établissement des documents à remettre par le Souscripteur, le suivi des appels de prime (vérification des cotisations appelées) et des quittances,
  - Les réponses aux questions posées par le Souscripteur sur les garanties souscrites (nature, montants, franchise) dans le délai mentionné par le Gestionnaire dans le mémoire technique,
  - La déclaration d'un risque nouveau et/ou la mise en place de garanties complémentaires, étant entendu que toute demande d'un autre Assuré que le Souscripteur aboutissant à une nécessaire extension des garanties fera l'objet d'une transmission à la Direction Juridique et de la Conformité du Souscripteur qui décidera en dernier ressort du bien-fondé de la demande. Le Gestionnaire s'engage à répondre dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la réception de la demande par message électronique,

- **La prise en charge dynamique et précise des Sinistres**

Le Gestionnaire doit assurer dans les délais qu'il définit dans son mémoire de gestion :

- L'accusé de réception de la déclaration de Sinistre,
- La notification de la décision relative à la prise en charge du Sinistre,
- La communication des informations permettant le suivi du Sinistre (évaluation, provision, règlement, clôture),
- Le suivi de l'expertise (nomination de l'expert et envoi du rapport de l'expert),
- Le suivi de l'indemnisation du Sinistre.

Le Gestionnaire doit également assurer :

- En cas de Sinistre grave, l'assistance du Souscripteur et, s'il y lieu de tout autre Assuré victime, pour la déclaration du Sinistre, lors de l'expertise et lors des recours, amiable ou judiciaire, qui seraient engagés,
- La présentation, sur simple demande du Souscripteur d'un rapport d'analyse de la sinistralité à jour dans un délai de deux semaines à compter de la demande.

- **La réalisation d'un bilan annuel**

À la demande du Souscripteur, un bilan annuel du contrat pourra être demandé au Gestionnaire qui sera effectué soit lors d'une réunion dans les locaux du Souscripteur, soit par écrit.